



## **AMERIQUE/BOLIVIE - Appel de l'Eglise contre le recours à la violence et en faveur du dialogue**

La Paz (Agence Fides) – L'Eglise catholique et le Défenseur du Peuple ont invité le gouvernement bolivien et la police, dont les agents manifestent depuis quelques jours pour réclamer une augmentation de traitement, à parler sans prendre de positions radicales afin d'éviter la violence.

Le Secrétaire général de la Conférence épiscopale bolivienne (CEB), S.Exc. Mgr Oscar Aparicio, a lancé au nom de l'Eglise un « appel urgent afin de restaurer le plus vite possible un dialogue ouvert et responsable pour éviter la violence qui aurait des conséquences déplorables ». « En outre, aucune prétention, toute légitime qu'elle puisse être, ne doit laisser la population sans défense » a déclaré Mgr Aparicio dans un communiqué envoyé à la presse internationale et à l'Agence Fides se référant à la mesure adoptée par la police consistant à ne plus patrouiller dans les rues pour obtenir des salaires plus élevés.

Entre temps, le Défenseur du Peuple a indiqué : « Nous sommes préoccupés par la situation d'impuissance dans laquelle se trouve la population, privée de la protection de la police. Nous faisons appel aux parties afin qu'elles cherchent une solution dans le cadre du dialogue et de la paix, en évitant les positions radicales et les compromis qui empêchent de parvenir à des solutions et à des accords pacifiques ».

Les gradés et les agents de police sont en révolte dans près de 20 unités et centres de commandement répartis dans tout le pays et ils ont même saccagé leurs propres bureaux, une direction du Renseignement et le tribunal disciplinaire se trouvant à un pâté de maison du palais présidentiel de La Paz.

Selon les données envoyées à Fides, les rebelles demandent un traitement minimum de 2.000 bolivars (environ 287 dollars américains), une pension de retraite correspondant à 100% de leur traitement et l'annulation d'une loi leur interdisant de s'exprimer en tant qu'opinion publique. Le Ministre de l'Intérieur, Carlos Romero, a répondu à ces demandes en déclarant que le premier point est plausible, demandant par ailleurs l'instauration d'un dialogue et ne se prononçant en rien sur les deux autres demandes. (CE) (Agence Fides 26/06/2012)